

Écrit par Mogniss H. Abdallah, Hocine Belalloufi, Marie Nassif-Debs, Chawki Salhi
Lundi, 21 Mars 2011 18:17 - Mis à jour Jeudi, 31 Mars 2011 18:03



Ainsi donc, le laborieux débat sur l'instauration d'une « zone d'interdiction aérienne » en Libye a débouché sur une résolution de l'ONU qui constitue un feu vert pour un engagement militaire international en Libye. Sans « occupation » militaire terrestre, est-il précisé. Simultanément, l'armée saoudienne et la police émiratie débarquent au Bahrein pour participer à l'écrasement d'une révolution démocratique et pacifique : un assaut militaire a été donné mercredi 16 mars 2011 pour démanteler le campement sur la place de la Perle, renommée place Tahrir en référence explicite à la révolution égyptienne. Des hélicoptères ont tiré sur le peuple : il y a des morts, des dizaines de blessés qui ne peuvent accéder à l'hôpital de Manama assiégé par l'armée et les blindés saoudiens. Le pouvoir instaure la loi martiale et procède à l'arrestation de figures de l'opposition démocratiques, chiites et sunnites. Au Bahrein donc, on répond à un mouvement de lutte pour les droits civiques par la répression sous occupation militaire étrangère... et sous le regard de la Ve flotte U.S. qui y dispose déjà d'une base navale.

Certains pays, comme les Emirats-Arabs-Unis qui participent ouvertement à l'occupation militaro-policière du Bahrein, se sont aussi portés volontaires pour l'intervention internationale en Libye. Ainsi, des régimes directement impliqués dans la répression dans un pays arabe, prétendraient agir contre répression et massacres dans un autre pays arabe ? Quelle hypocrisie ! Les militants de la solidarité internationale ne peuvent cautionner sous aucun prétexte cette duplicité qui menace l'avenir des révolutions démocratiques en cours dans l'ensemble du monde arabe, arabo-berbère et africain.

En tout cas, et au-delà de la nécessaire évaluation des intérêts géo-stratégiques complexes en jeu, nous devrions nous interroger sérieusement sur notre rôle dans la situation actuelle. Comment pourrions-nous nous réjouir devant la militarisation croissante en Libye et ailleurs ?

Écrit par Mogniss H. Abdallah, Hocine Belalloufi, Marie Nassif-Debs, Chawki Salhi
Lundi, 21 Mars 2011 18:17 - Mis à jour Jeudi, 31 Mars 2011 18:03

Je voudrais le dire franchement aux amis libyens sincères dans leurs aspirations à la liberté : nous condamnons inconditionnellement les massacres des populations en Libye par Kadhafi et son régime. Mais je suis outré par les slogans « One, two, three, Viva Sarkozy » clamés à Benghazi, et par l'association du Conseil National de transition avec le va-t-en-guerre Bernard Henri Lévy. Amis libyens, je voudrais aussi vous entendre condamner clairement les exactions racistes et les menaces à grande échelle à l'encontre des migrants noirs africains, égyptiens et autres, qui composent 1/4 de la population du pays. Je voudrais vous voir soutenir l'ensemble des peuples en lutte, à commencer par ceux du Bahreïn et du Yémen, aujourd'hui victimes d'une répression terrible menée avec la complicité directe de ceux qui prétendent par ailleurs vous venir en aide.

Amis de la solidarité internationale, lorsque nous soutenons le peuple libyen, ne taisons pas notre solidarité avec les luttes de tous les peuples arabes. Et n'ayons pas peur du débat contradictoire entre nous, y compris avec nos camarades libyens. Pas d'unité à minima ! Ne soyons pas complices de la balkanisation de la Libye et des pays de la région. Souvenons-nous aussi du précédent d'une Somalie démantelée sous les auspices d'une intervention militaro-humanitaire internationale sous le joli nom de « Restore hope », Restaurer l'espoir...

Mogniss H. Abdallah, Paris, 18 mars 2011

Egyptien, Mogniss H. Abdallah est écrivain, réalisateur et producteur

Non à l'agression impérialiste contre la Libye

Georges Walker Obama, Nicolas Sarkozy et David Cameron, soutenus par le « socialiste » José Louis Zapatero prétendent que leurs avions de chasse ont commencé à bombarder les troupes d'El Gueddafi le 19 mars 2011 pour « protéger le peuple libyen ». C'est un mensonge !

Au même moment, Georges Walker Obama demandait pudiquement à son fidèle allié Ali Abdallah Saleh – le boucher de Sanaa qui venait de massacrer des dizaines de manifestants pacifiques – de « tenir sa promesse d'autoriser les manifestations à se dérouler pacifiquement ». Ainsi, le peuple yéménite ne bénéficiera pas, lui, de la protection désintéressée des dirigeants des grandes démocraties impérialistes. Le peuple bahreïni qui fait face à la répression de la monarchie locale assistée des troupes saoudiennes et émiraties ne disposera

Écrit par Mogniss H. Abdallah, Hocine Belalloufi, Marie Nassif-Debs, Chawki Salhi
Lundi, 21 Mars 2011 18:17 - Mis à jour Jeudi, 31 Mars 2011 18:03

pas davantage de l'assistance des grandes démocraties impérialistes. On sait depuis longtemps, depuis 1948 au moins, que les alliés de Londres, Paris et Washington peuvent en toute impunité massacrer leurs peuples ou les peuples conquis.

Les impérialistes protègent leurs intérêts, non le peuple libyen

Mais les dirigeants impérialistes auraient tort de penser que les peuples du monde arabe sont dupes et qu'ils prennent pour argent comptant leurs belles professions de foi sur la liberté, la démocratie, la protection des populations... Ils auraient tort de considérer que leur insatiable soif d'or noir et de gaz a échappé à l'attention des peuples de la région.

Quand on a comme eux soutenu les massacres commis par la soldatesque sioniste à l'encontre des Palestiniens de Gaza en 2009 et des Libanais en 2006, quand on a soutenu jusqu'à la fin les dictateurs amis Mubarak et Benali, lorsqu'on continue de soutenir le régime le plus réactionnaire et antidémocratique qui soit, celui de la famille El Saoud, lorsqu'on se partage les riches eaux de pêche de l'Atlantique sur le dos du peuple sahraoui, lorsqu'on a sur les mains le sang de centaines de milliers de Rwandais et que l'on fomenta la guerre civile en Côte d'Ivoire, on ne dispose d'aucune crédibilité.

Georges Walker Obama, l'homme qui a renié son engagement de fermer la prison de Guantanamo située sur la partie de l'île de Cuba que l'impérialisme américain occupe militairement, l'homme qui a reconduit les mesures policières illégales du Patriot Act aux Etats-Unis, l'homme qui finance généreusement les banquiers responsables de la crise et les magnats de l'industrie automobile, l'homme qui poursuit la guerre en Afghanistan et en Irak, l'homme qui a activement participé au putsch contre le président légitime du Honduras, qui poursuit l'occupation d'Haïti et qui soutient militairement la clique d'extrême-droite à la tête de la Colombie, l'homme qui refuse d'exiger la moindre chose des colonisateurs israéliens, cet homme sans scrupules ose encore se présenter comme un homme de paix, porteur de démocratie et de liberté des peuples.

Qui peut-il encore tromper ? Il arrive peut-être à abuser une partie du peuple américain qui n'a pas encore compris que le locataire de la Maison-Blanche, qu'il soit noir ou blanc, est avant tout le fondé de pouvoir du grand capital américain, c'est-à-dire des magnats de la finance qui ont provoqué la crise de 2008 et de ceux du complexe militaro-industriel au sein duquel on compte les magnats du pétrole.

Mais dans le Sud de la planète, et singulièrement dans le monde arabe, Georges Walker Obama ne fait pas illusion et est pris pour ce qu'il est réellement : le défenseur des intérêts impérialistes US. Il en va de même pour les dirigeants européens, ces grands démocrates qui ont contraint le peuple irlandais à revoter plusieurs fois jusqu'à ce qu'il acquiesce à un Traité européen qui n'est pas pour rien dans la crise sociale aigue que vit ce même peuple aujourd'hui et ses semblables du vieux continent (Grèce, Espagne, Portugal, France...). Ces démocrates européens qui ont refusé que leurs peuples soient consultés par référendum de peur qu'ils ne les rejettent. Ce sont ces gens-là qui viennent aujourd'hui nous donner des leçons de démocratie et qui se présentent, toute honte bue, comme les défenseurs et protecteurs du peuple libyen. Silvio Berlusconi peut-il être crédible en défenseur des peuples ?

La responsabilité écrasante du régime d'El Gueddafi

Il va de soi que les va-t-en guerre américains, français, britanniques, italiens et canadiens doivent être dénoncés et combattus. Idem pour les régimes arabes qui tentent de donner une coloration arabe à cette agression impérialiste : ceux qui participent directement à l'action militaire (Qatar et Emirats arabes unis) et le reste des régimes de la Ligue arabe qui ont tous cautionné la décision du Conseil de sécurité.

Mais peut-on passer sous silence la responsabilité écrasante du régime d'El Gueddafi dans ce qui se déroule ? L'expérience du régime de Saddam Hussein ne nous a-t-elle donc rien appris ? L'expérience plus récente du régime de Khartoum ne nous a-t-elle rien enseignés ? Peut-on exiger d'un peuple soumis à l'arbitraire d'une clique militaire depuis quarante ans de continuer à subir ce régime sous prétexte de « ne pas faire le jeu de l'impérialisme » ? Ceux qui n'ont rien appris de l'Irak et qui refusent d'apprendre aujourd'hui de la Libye ne comprendront rien, demain, lorsque le problème se posera de nouveau au Soudan, mais aussi en Syrie ou en Iran. Le problème est pourtant d'une aveuglante clarté. Les régimes qui résistent aux grandes puissances impérialistes tout en opprimant leurs propres peuples se privent de la seule arme de dissuasion et de résistance réelle contre les impérialistes et leurs alliés. Ils scient la branche sur laquelle ils sont assis et préparent non seulement leurs propres défaites mais, surtout, la défaite de leurs propres peuples.

Pourquoi la « petite » résistance nationale libanaise arrive-t-elle à contrecarrer les agressions de l'armée sioniste et à infliger des défaites politiques à l'Etat colonialiste israélien ? Parce qu'il s'agit d'une résistance populaire qui dispose du soutien du peuple libanais et qui travaille à le conserver et à l'étendre. Il n'y a pas de miracles. La victoire de la résistance libanaise repose

Écrit par Mogniss H. Abdallah, Hocine Belalloufi, Marie Nassif-Debs, Chawki Salhi
Lundi, 21 Mars 2011 18:17 - Mis à jour Jeudi, 31 Mars 2011 18:03

sur sa symbiose avec son peuple. Il ne s'agit pas d'une victoire militaire au sens étroit et réducteur du terme, mais d'une victoire politique. Qu'elle perde ce soutien politique et son sort sera irrémédiablement scellé.

C'est donc El Gueddafi lui-même et son régime qu'il convient en premier lieu de blâmer. El Gueddafi, l'ami de Berlusconi et de Sarkozy. El Gueddafi, l'homme qui a accepté de jouer le rôle peu glorieux de garde-frontière de l'UE dans sa traque des émigrants venus en Libye pour tenter de rejoindre la riche Europe qui exploite et pille leurs pays par le biais des multinationales et des groupes financiers américains, européens et japonais. El Gueddafi, l'homme qui a généreusement ouvert ses champs de pétrole aux compagnies occidentales, cet homme doit être dénoncé et sa responsabilité écrasante mise en lumière dans l'agression impérialiste.

Peut-on efficacement combattre les troupes impérialistes alors qu'on leur vend l'essentiel de ses hydrocarbures ? Peut-on engager une lutte efficace contre l'occident impérialiste lorsque l'on place l'argent du pétrole et l'argent détourné par une poignée de dirigeants libyens dans les grandes banques des pays du G7 et dans les paradis fiscaux que ces derniers contrôlent ? Peut-on sérieusement résister à l'impérialisme après avoir tenu son peuple d'une main de fer ? Les exemples du régime de Saddam renversé sans réaction du peuple irakien et du régime d'Omar el Bachir qui a perdu toute la région sud du Soudan dont la population avait subi les affres de la dictature militaro-islamiste de Khartoum prouvent que non.

La nécessaire décantation au sein de l'opposition libyenne

On ne peut reprocher aux Libyens de s'être révoltés contre le régime dictatorial d'El Gueddafi. La révolte du peuple libyen reste légitime et il ne peut être question de réduire de manière caricaturale les opposants au tyran de Tripoli à une bande de marionnettes monarchistes aux mains des impérialistes.

On dispose de très peu d'informations sur cette opposition, mais il est certain que des marionnettes existent en son sein. Des Karzaï naissent partout. Ils peuvent même, à un moment donné, se trouver en position dominante. De même y a-t-il des opposants qui, confrontés à l'offensive bien réelle des troupes d'El Gueddafi, ont pensé en toute sincérité, qu'il leur fallait utiliser tactiquement l'aide militaire d'où qu'elle vienne, mais qui refusent toute entrée des troupes étrangères en Libye. Enfin, il existe également des Libyens opposants réels au régime d'El Gueddafi, mais qui refusent toute intervention militaire impérialiste qu'elle soit terrestre ou aérienne parce qu'ils ont saisi la motivation réelle de Washington, Paris et Londres.

Écrit par Mogniss H. Abdallah, Hocine Belalloufi, Marie Nassif-Debs, Chawki Salhi
Lundi, 21 Mars 2011 18:17 - Mis à jour Jeudi, 31 Mars 2011 18:03

Il faut aujourd'hui que ces deux derniers groupes d'opposants se démarquent clairement des puissances impérialistes et de leurs marionnettes et qu'elles développent un programme démocratique contre le régime dictatorial, mais aussi un programme social et anti-impérialiste axé sur le refus du pillage économique des richesses et de la mainmise politique des grandes puissances du G7 sur la Libye, de la normalisation avec l'Etat colonial d'Israël, etc.

Ces deux groupes doivent proposer un pacte aux forces qui soutiennent El Gueddafi en vue de faire face ensemble à l'intervention militaire impérialiste. Mais la condition d'une telle alliance réside dans la démocratisation de la Libye. On ne peut exiger des forces rebelles qui ne sont pas pro-impérialistes de se soumettre à un régime dictatorial, corrompu et qui n'est pas anti-impérialiste. Une alliance entre les forces fidèles au régime et celles de la rébellion en vue de dénoncer et combattre l'agression impérialiste est possible et nécessaire à condition que s'instaure un climat démocratique entre ces forces.

L'émergence de ces forces aurait été plus facile si un ou plusieurs régimes progressistes avaient soutenu la rébellion au lieu de laisser les impérialistes français, américains et anglais apparaître aux yeux de nombre de Libyens comme leurs amis désintéressés. Malheureusement, ces régimes progressistes ne purent ou ne voulurent pas aider la rébellion libyenne contre El Gueddafi. En refusant de soutenir les insurgés voire en soutenant El Gueddafi sous prétexte que les Américains étaient contre lui, ces régimes ont ouvert un boulevard politique dans lequel Sarkozy s'est engouffré. Rappelons-nous que c'est la création du Parti communiste chinois (PCC) en 1921 – avec le soutien politique de l'Internationale de Lénine et de Trotski – et le triomphe au sein de ce même PCC de l'orientation de Mao Zedong qui permirent au peuple chinois de combattre successivement et avec succès le dictateur Chiang Kaï-chek puis l'impérialisme japonais puis, une nouvelle fois, le dictateur Chiang Kaï-chek.

Il relève donc de la responsabilité des anti-impérialistes d'apporter un soutien politique à ceux des opposants libyens qui refusent que leur pays ne se transforme en nouvelle plate-forme au profit des impérialistes et autres sionistes tout en résistant au régime dictatorial d'El Gueddafi. Il convient également de fustiger les marionnettes aux mains de Georges Walker Obama, de Nicolas Sarkozy et de David Cameron.

Certes, la voie est complexe et étroite, donc difficile pour ceux qui refusent d'opposer légitime révolte du peuple libyen contre le régime dictatorial d'El Gueddafi à refus de la domination impérialiste. Mais à moins de se réfugier dans des dénonciations incantatoires moralement

Écrit par Mogniss H. Abdallah, Hocine Belalloufi, Marie Nassif-Debs, Chawki Salhi
Lundi, 21 Mars 2011 18:17 - Mis à jour Jeudi, 31 Mars 2011 18:03

confortables mais politiquement inopérantes, il n'existe pas de solution simple. C'est au sein du peuple libyen et seulement en son sein que se lèveront les forces qui bouteront dehors les impérialistes tout en mettant fin à la dictature militariste locale. Ces forces représentent l'avenir, donc l'espoir. S'appuyer sur un régime dictatorial et corrompu pour combattre l'impérialisme ne peut que pousser le peuple libyen dans les bras des impérialistes. Seul un peuple libéré de l'oppression sera en mesure de résister consciemment et efficacement à l'impérialisme.

Partout dans le monde, nous devons dévoiler les motifs profonds de l'agression impérialiste de Georges Walker Obama, de Nicolas Sarkozy et de David Cameron, la condamner, la combattre politiquement, elle et ceux qui la soutiennent.

Hocine Belalloufi

Alger, le 20 mars 2011

L'impérialisme profite des positions du dictateur Kadhafi pour perpétrer une agression contre la Libye

Le peuple libyen est, aujourd'hui, très anxieux en ce qui concerne son destin et celui de son pays.

Il s'était soulevé pour en finir avec un dictateur qui avait pratiqué toute sorte d'oppression et de répression durant 43 ans dans le but d'asseoir son régime et de remplir de quelques 100 milliards de dollars ses poches et celles de ses enfants.

Le peuple libyen s'est soulevé contre un tyran, prenant pour exemples les révolutions arabes, dont celle de la Tunisie, son plus proche voisin.

Cependant, son soulèvement est menacé de grands dangers, dont le plus important viendrait de l'alliance non sainte passée par la France et la Grande Bretagne avec le régime « officiel »

Écrit par Mogniss H. Abdallah, Hocine Belalloufi, Marie Nassif-Debs, Chawki Salhi
Lundi, 21 Mars 2011 18:17 - Mis à jour Jeudi, 31 Mars 2011 18:03

arabe, représenté par Amr Moussa et, avec lui, Hochiar Zibari, façonné par les Etats-Unis et l'OTAN, ainsi que tous ceux dits »les Arabes de Washington «.

Cette alliance a, en effet, décidé de profiter des crimes commis par le régime de dictature libyen afin de mettre la main sur la Libye et toutes les richesses qu'elle recèle ; surtout que Kadhafi leur avait déjà montré l'importance de ces richesses, tant à travers des donations pour des campagnes électorales ou, encore, des commissions pour des ventes d'armes ou, enfin, des concessions pétrolières...

Ainsi, nous assistons à une nouvelle tentative de retour sur le terrain du projet dit « Le Nouveau Moyen Orient » élargi, après une certaine stagnation. Le but actuel : mettre la main sur la Libye comme troisième pays arabe à la suite du nouveau morcellement du Soudan qui, après l'Irak, est passible d'une guerre confessionnelle.

Mais ce que le tyran, qui pense pouvoir résister à la marche inéluctable de l'Histoire, et, avec lui, les nouveaux « défenseurs » des libertés ont oublié, c'est que leur sort ne sera pas meilleur que celui déjà connu par Saddam Hussein et George Bush.

Aidons le peuple libyen dans sa lutte pour mettre fin à la dictature. Œuvrons pour empêcher que la Libye et son peuple ne tombent entre les mains des impérialistes.

Faisons face à l'alliance non sainte et empêchons-la de réaliser ses objectifs.

Marie Nassif-Debs,

Parti Communiste libanais (PCL)

Beyrouth, le 19 mars 2011

Non à l'agression impérialiste en Libye ! Non au dictateur Kaddafi !

Le PST dénonce l'agression militaire impérialiste en Libye portant la mort sous le fallacieux prétexte humanitaire. Notre parti a dénoncé avec énergie l'acharnement sanglant du despote libyen. Mais la mobilisation des puissances impérialistes, pour contrôler directement le pétrole libyen doit être dénoncée, car elle constitue une menace pour tous les peuples de la région. Les amis de Ben Ali et de Moubarak, les complices de Khaddafi, les protecteurs des monarchies rétrogrades du golfe sont mal placés pour se poser en tuteurs de la démocratie.

A Bahrein, en Egypte, au Yemen, en Tunisie, en Arabie Saoudite, en Irak, partout, ils agissent, non pour aider les luttes démocratiques, mais pour imposer leur domination directe, pour recoloniser la région et le monde ! La complicité des néo-colonies majoritaires dans la Ligue Arabe et l'Union Africaine, la veulerie d'Amr Moussa soucieux d'obtenir le soutien US à sa candidature présidentielle donnent une couverture politique à une agression dangereuse pour notre pays et pour les pays du tiers monde. La timidité du pouvoir autoritaire algérien et des autres régimes opposés à l'intervention facilite aussi l'action de l'OTAN.

C'est au peuple libyen qu'il appartient de décider de son avenir ! Solidarité des peuples de la région !

Alger, le 20 mars 2011.

Chawki Salhi. Secrétaire Général du PST, section algérienne de la 4^e Internationale

Non à l'agression impérialiste en Libye !

La révolte du peuple libyen, dans le sillage de ses voisins tunisien et égyptien, bute sur un double obstacle : la dictature féroce de Kadhafi et maintenant une attaque militaire des puissances capitalistes mondiales.

Cette intervention des puissances capitalistes mondiales, au nom des nations unies, n'a rien

Écrit par Mogniss H. Abdallah, Hocine Belalloufi, Marie Nassif-Debs, Chawki Salhi
Lundi, 21 Mars 2011 18:17 - Mis à jour Jeudi, 31 Mars 2011 18:03

d'humanitaire ni de démocratique. Ils n'avaient pas proposé de zone d'exclusion aérienne quand les civils ghazaouis se faisaient massacrer par les avions israéliens.

En Afghanistan, en Irak, ce n'est pas la démocratie que ces interventions ont apporté, mais l'occupation militaire, les violences contre la population, la violation systématique des conventions de Genève et la rapine des richesses énergétiques. Pour quelle raison ceux qui ont détruit des milliers de vies en Irak viendraient-ils sauver des vies en Libye ?

C'est Sarkozy, l'ami de Moubarak et de Ben Ali, qui se fait le champion de l'intervention. C'est l'Union Européenne avec la complicité de la ligue arabe et le soutien des USA qui organise l'intervention. Cette même UE se préparait pourtant en janvier dernier à accorder à la Libye de Kadhafi le statut de partenaire favorisé, un statut qu'elle accorde à Israël. Les USA soutiennent activement l'intervention. Quel crédit donner à ces américains qui ont deux guerres sur les bras ; qui ont multiplié les investissements en Libye depuis le ralliement de Kadhafi durant les années 90 !

Les processus révolutionnaires à l'œuvre dans la région arabe concernent des pays riches en ressources énergétiques. C'est le cas de la Libye. Ses gisements se trouvent dans l'Est Libyen révolté.

Les enjeux sont clairs !

Le PST soutient la révolte en cours des Libyens désireux de chasser du pouvoir un dictateur au pouvoir depuis 40 ans, celui qui a réduit à néant toutes les libertés démocratiques et est prêt à tous les carnages pour rester au pouvoir.

Le PST dénonce catégoriquement toute intervention militaire des puissances impérialistes et refuse toute ingérence ou opération militaire étrangère, alors que ces puissances n'ont d'autre but que de garer le contrôle sur les ressources énergétiques.

C'est au peuple libyen de se débarrasser de Kadhafi, de construire une nouvelle société démocratique et décider souverainement de l'usage de ses richesses pour satisfaire les besoins

de la population. Le PST appelle à la solidarité des peuples.

SN du PST. Alger, le 21 03 2011

Communiqué du Parti du Travail Patriotique et Démocratique de Tunisie, membre du Front du 14 janvier

Nous rejetons l'agression réactionnaire de l'OTAN!

Les forces de l'OTAN ont déclenché depuis le 19 mars une agression militaire contre le peuple frère de Libye en s'appuyant sur la résolution adoptée par le Conseil de Sécurité par les pays qui sont membres de cette alliance colonialiste et avec la complicité de la majeure partie des Etats arabes et de l'Union africaine, établissant ce qu'ils appellent une « zone d'exclusion aérienne ».

Face à cette évolution dramatique et dangereuse des événements dans notre région, le Parti du Travail Patriotique et Démocratique veut clarifier les points suivants vis-à-vis de l'opinion nationale et internationale:

Premièrement: le Parti réaffirme son soutien inconditionnel à la révolution du peuple libyen dans son objectif de se libérer du régime despotique et corrompu imposé par le colonel Kadhafi.

Deuxièmement: il réitère sa condamnation des crimes commis par le régime dictatorial et anti-patriotique libyen contre les citoyens et les citoyennes de Libye, utilisant toutes sortes d'armes, ces mêmes armes qu'il n'a jamais utilisé contre des forces impérialistes et sionistes mais bien – comme cela est clair aujourd'hui – seulement pour se maintenir au pouvoir et s'éloigner du peuple, et cela jusqu'au point de brader les richesses de la Libye aux Etats impérialistes et à leurs politiques, comme il l'a fait avec Sarkozy et les régimes réactionnaires

africains, tandis que le peuple libyen plongeait dans la pauvreté.

Troisièmement: nous condamnons résolument et avec énergie l'agression militaire de l'OTAN avec la participation de nombreuses forces des pays réactionnaires arabes et les complicités des autres.

Quatrièmement: le PTPD souligne les faits suivants:

1. Les motifs de cette agression n'ont rien à voir avec la volonté de libérer le peuple libyen de la répression, du terrorisme et de la corruption dont ils souffrent depuis des décennies, ni avec le souhait de faciliter l'établissement d'un régime démocratique national. Ses objectifs sont clairement colonialistes et sont destinés à imposé un contrôle direct sur le territoire libyen, pour les richesses qu'il contient, et pour la place stratégique qu'il occupe dans le monde arabe et dans le continent africain.

2. Cette agression militaire menace d'isoler et de soumettre la Tunisie et l'Egypte après que les peuples de ces deux pays sont parvenus à renverser Ben Ali et Moubarak, agents de l'impérialisme et collaborateurs de l'OTAN.

3. La majeure partie des victimes de l'agression militaire impérialiste se produira parmi le peuple libyen et non dans les rangs des milices criminelles du régime de Kadhafi. Parce qu'aucune agression militaire ne peut prétendre être « propre », tout comme il n'existe pas non plus d'armes « intelligentes » qui évitent la mort de civils désarmés et la multiplication de la douleur et des destructions.

4. L'agression de l'OTAN et les régimes réactionnaires arabes ont comme objectif, et conduira inévitablement, à la destruction préméditée des infrastructures en Libye, ouvrant ainsi la voie au pillage impérialiste de ce pays et à l'établissement de bases militaires de l'OTAN sur son territoire, un des objectifs poursuivis particulièrement, et depuis longtemps, par les Etats-Unis.

5. Le PTPD regrette le silence suspect du gouvernement tunisien face à l'agression de l'OTAN, silence que nous considérons comme une forme d'approbation et de complicité, spécialement

Écrit par Mogniss H. Abdallah, Hocine Belalloufi, Marie Nassif-Debs, Chawki Salhi
Lundi, 21 Mars 2011 18:17 - Mis à jour Jeudi, 31 Mars 2011 18:03

après la visite de la secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Hilary Clinton, réalisée cette semaine dans notre pays. Nous renouvelons également notre rejet d'une quelconque forme de coopération militaire ou d'aide aux forces de l'OTAN, tant sur notre territoire que dans nos eaux régionales.

Finalement, le PTPD appelle toutes les forces patriotiques et démocratiques de Tunisie à se positionner d'une seule voix contre cette agression qui aura sans nul doute des conséquences dangereuses pour notre pays.

Parti du Travail Patriotique et Démocratique de Tunisie, membre du Front du 14 janvier

Communiqué du Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie (PCOT, extraits)

(...) La révolution tunisienne s'est étendue à de nombreux pays arabes. Le dictateur d'Égypte a été déchu, alors qu'au Yémen et au Bahreïn les soulèvements populaires sont atrocement réprimés par les régimes autoritaires avec l'aide de l'Arabie saoudite au Bahreïn. A côté de chez nous, le peuple libyen s'est soulevé contre ses tortionnaires, mais les choses prennent une tournure grave avec l'intervention des États-Unis et de leurs alliés, sous couvert de la protection des civils. L'administration américaine n'a guère évoqué l'assassinat de civils au Yémen et au Bahreïn, comme elle ne l'a jamais fait pour Gaza, pour le Liban ou pour l'Irak et l'Afghanistan qu'elle occupe. Et Sarkozy n'a-t-il pas soutenu le dictateur tunisien jusqu'au dernier moment?

Ce qui pousse Obama, Sarkozy et Cameron à intervenir c'est la course effrénée pour partager le pétrole libyen, après l'avortement de sa révolution. Nous soutenons le peuple libyen dans son soulèvement, mais nous sommes contre toute intervention étrangère qui non seulement nuira à la révolution en Libye mais aussi en Tunisie et dans tous les pays arabes. Nous sommes opposés à l'utilisation de notre territoire ou de notre espace aérien dans l'agression contre la Libye. Les colonialistes américains, français et anglais n'ont aucun intérêt dans le triomphe des révolutions arabes vu le danger que cela représente pour eux.

Écrit par Mogniss H. Abdallah, Hocine Belalloufi, Marie Nassif-Debs, Chawki Salhi
Lundi, 21 Mars 2011 18:17 - Mis à jour Jeudi, 31 Mars 2011 18:03

- Vive la révolution du peuple tunisien.
- Que la révolution continue jusqu'à l'aboutissement de ses objectifs.
- Que le pouvoir soit au peuple.
- Vivent les soulèvements des peuples arabes pour la liberté et la dignité.

Parti communiste des ouvriers de Tunisie, membre du Front du 14 janvier

Tunis, le 23 mars 2011

Front du 14 janvier: Notre position sur l'intervention militaire en Libye

La France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, avec l'appui de quelques autres pays, (notamment la Belgique) ont déclaré la guerre à la Libye en menant des raids aériens et en bombardant certains endroits du pays supposés être sous le contrôle des forces loyalistes à Khadafi. La résolution 1973 de l'ONU a servi de base juridique à cette intervention militaire en Libye.

Le Front du 14 janvier a été, dès le départ, du côté du peuple Libyen et de ses revendications démocratiques, ainsi que celles des autres peuples arabes en lutte (Yemen, Bahrein, etc.).

Nous nous sommes toujours opposés à toute intervention étrangère qui ne protège nullement la population civile et qui ouvre la voie aux visées impérialistes (Irak, Afghanistan). Nous estimons que cette intervention militaire vise une occupation de la Libye afin de soumettre son peuple à un régime autocratique et plus enclin aux intérêts impérialistes, de piller les ressources pétrolières du pays et d'installer un poste de contrôle sur toute l'Afrique du Nord (base militaire) afin de veiller sur la sécurité d'Israël.

Écrit par Mogniss H. Abdallah, Hocine Belalloufi, Marie Nassif-Debs, Chawki Salhi
Lundi, 21 Mars 2011 18:17 - Mis à jour Jeudi, 31 Mars 2011 18:03

Nous dénonçons cette intervention menée par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis comme une ingérence qui ne vise pas à protéger les populations civiles et encore moins à soutenir les mouvements de révolte des peuples arabes face à des tyrans qui ont été longtemps soutenu par ces mêmes pays occidentaux. Cette intervention vise à préserver les intérêts des Etats-Unis et de l'Europe.

Le peuple Libyen est capable, sans ingérence étrangère, de continuer sa révolte jusqu'à la victoire sur le régime de Khadafi. Le peuple Libyen est fort du soutien et de la solidarité des autres peuples arabes en lutte et de toutes les forces révolutionnaires dans le monde.

Nous, Front du 14 janvier, nous déclarons notre farouche opposition à cette intervention militaire, nous dénonçons cette ingérence impérialiste et nous appelons à son arrêt immédiat. Nous appelons toutes les forces anti-impérialistes à se soulever et à manifester pour l'arrêt de cette intervention.

Front du 14 janvier. Tunisie 23/03/2011

Le Front du 14 janvier rassemble les organisations politiques suivantes:

- **Ligue de la Gauche Ouvrière (LGO)**
- **Mouvement des Unionistes Nassériens**
- **Mouvement des Nationalistes Démocrates (Al-Watad)**
- **Courant Baasiste**
- **Gauche Indépendante**
- **PCOT (Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie)**
- **PTPD (Parti du Travail Patriotique et Démocratique)**

Prise de position du Courant pour le Renouveau Socialiste d'Égypte face à la guerre en Libye

La Libye fait face à une situation difficile. C'est peut-être la première fois dans l'histoire que nous pouvons observer une révolution pacifique qui, depuis le premier jour, doit faire face à des tirs à balles réelles, d'artillerie lourde et à des attaques de blindés ainsi que d'avions, cela sur l'ensemble du pays. Sur l'autre versant, nous constatons aussi la décision des puissances coloniales d'intervenir militairement, sous le prétexte de protéger la population civile grâce à la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne, en application de la résolution 1793 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Dans ce contexte, il semble que nous faisons face à deux options désagréables : soit nous approuvons l'intervention coloniale, avec toutes ses conséquences désastreuses sur la révolution libyenne et sur l'avenir de la région ; soit nous rejetons cette intervention sans offrir de stratégie réaliste et efficace afin de soutenir la révolution libyenne qui s'affronte aux massacres de civils par Kadhafi et ses mercenaires.

Mais, en réalité ceux qui, actuellement, soutiennent la révolution libyenne et espèrent sa victoire, devraient s'opposer résolument à l'intervention coloniale en Libye, faite sous n'importe quel prétexte.

Si nous examinons de plus près l'intervention étrangère, on peut noter que, dès le premier jour, il était clair que la zone d'exclusion aérienne ne conduirait pas à un changement des rapports de forces en faveur des insurgés. Cela parce que la menace la plus grande était celle exercée par l'artillerie et les blindés et non pas par les avions. D'ailleurs, on a vu que les forces de la coalition ont frappé les forces militaires terrestres de Kadhafi dès le premier jour de l'intervention.

Ces développements suscitent de sérieux risques. Il est inévitable que cela conduira à tuer des civils en quantité. Il est aussi évident que Kadhafi ne tombera pas facilement. Dès lors, il est plus vraisemblable que la guerre durera fort longtemps. Cela peut, à son tour, modifier la situation et faire changer « l'opinion publique » en faveur de Kadhafi, comme l'indiquent des reportages de médias sur la population de Tripoli qui rejette l'attaque de l'Occident. Kadhafi pourrait, dans ce contexte, se profiler comme un héros qui résiste aux puissances coloniales, ce qui lui assurerait une relative popularité dans quelques villes ; à cela s'ajoute donc la possibilité d'une division régionale croissante de la Libye.

Finalement, tout cela pourrait conduire à transformer une guerre populaire contre des mercenaires en une guerre civile au sens strict du terme. Les articles des médias sur les réactions de protestation de la population de Tripoli face à l'intervention militaire occidentale doivent être analysés aussi sous cet angle.

En outre, nous savons tous que les puissances coloniales qui ont attaqué Kadhafi conduisent cette guerre sur la base de calculs strictement égoïstes. Ces Etat sont les mêmes qui ont soutenu Kadhafi et qui comptaient sur lui, il y a peu. Nous savons de même que l'intervention occidentale a pour but de renforcer le contrôle sur le pétrole libyen et de conforter la présence impérialiste dans une région qui connaît des expériences révolutionnaires représentant une menace sérieuse pour les intérêts occidentaux.

A la lumière de cette situation, la révolution libyenne fait face au risque suivant : le passage d'une guerre contre un régime répressif à une guerre entre des forces soutenues par l'impérialisme et des forces qui lui sont hostiles. L'ironie est qu'une telle situation peut se terminer par une réconciliation entre les puissances impérialistes et Kadhafi, s'il est prouvé que les rapports de forces penchent en faveur de ce dernier, de manière analogue à ce qui se passe actuellement en Afghanistan.

Nous devons mettre l'accent sur une donnée certaine : la guerre en Libye et l'intervention coloniale vont aboutir au massacre de milliers de civils, une situation semblable à celle de l'Irak.

Cela ne signifie pas que l'autre option – soutenir les insurgés, exercer une pression populaire dans le monde arabe sur les gouvernements et sur les puissances occidentales afin qu'ils renforcent la pression sur Kadhafi et utilisent d'autres moyens que la guerre pour l'affaiblir, par exemple mettre hors service son système de communication – est une chose facile. Mais, c'est un choix révolutionnaire correct. Il est apte à protéger les révolutions libyenne et arabes sur le long terme.

Et nous devons avoir à l'esprit que, dans tous les cas de guerres révolutionnaires ou de résistances face au colonialisme les rapports de force militaire n'étaient pas en faveur des révolutionnaires. Néanmoins, cela n'a pas empêché une victoire, comme le démontre l'exemple du Vietnam et du Liban [face à l'occupation israélienne].

La guerre en Libye, l'occupation militaire étrangère au Bahrein et l'anéantissement des révolutions arabes

Écrit par Mogniss H. Abdallah, Hocine Belalloufi, Marie Nassif-Debs, Chawki Salhi
Lundi, 21 Mars 2011 18:17 - Mis à jour Jeudi, 31 Mars 2011 18:03

Dès lors, nous appelons à mettre fin immédiatement à l'attaque de la coalition et nous appelons à renforcer le siège contre Kadhafi, cela en plus du soutien populaire arabe – en Tunisie et en Egypte, en priorité – à la révolution libyenne.

Renouveau socialiste, 22 mars 2011

Traduction A l'Encontre.

Voir également la [déclaration de la LCR sur les attaques impérialistes en Libye](#)